



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Des Balkans occidentaux

Une publication du SER de Belgrade
Edition du 12 septembre 2025

Le chiffre

LE CHIFFRE A RETENIR

551 EUR

Le salaire minimum mensuel en Serbie
à compter du 1^{er} janvier 2026

Région

L'inflation repart dans les Balkans occidentaux. Elle a atteint en août 4,4 % en Macédoine et 4,5 % au Kosovo. En juillet, elle s'élevait à 4,5 % au Monténégro et à 4,9 % en Serbie. Même en Albanie, où l'inflation a été plus modérée grâce à l'appréciation du Lek, elle se monte à 2,3 %. Dans toute la région, la hausse des prix des derniers mois est notamment tirée par la hausse des prix des denrées alimentaires, dans un contexte de récolte médiocre. Cette accélération rompt avec la phase de désinflation de 2023 et 2024.

Face à ce phénomène qui alimente le mécontentement social, le gouvernement serbe a pris un décret fin août pour limiter les marges dans le secteur de la distribution. Depuis le 1^{er} septembre, les marges avant (différence entre prix d'achat et prix de vente) sont plafonnées à 20 % et les marges arrières (coûts facturés par les

distributeurs à leurs fournisseurs), à 10 %. 20 000 produits dans 23 catégories sont concernés.

La Macédoine du Nord avait également pris des mesures d'encadrement des marges dans la distribution en 2024 et début 2025. Le dispositif serbe est toutefois beaucoup plus étendu : la Macédoine n'avait visé qu'une centaine de produits sur des périodes de 3 mois.

Les pays des Balkans occidentaux sont de petites économies ouvertes dépendantes de leurs importations (les importations de biens et services représentent 62 % du PIB en moyenne dans la zone contre 46 % dans l'UE). Elles ont par ailleurs peu ou pas de marges de manœuvre monétaires, hormis l'Albanie, qui leur permettraient d'agir sur la demande pour contrôler l'inflation (le Kosovo et le Monténégro utilisent l'euro, la Bosnie, la Macédoine du Nord et la Serbie ont adopté des régimes de change fixe ou administré). Compte tenu du déclin démographique auquel la région fait face, les marchés du travail des BO connaissent une tension structurelle qui alimente une boucle salaire-prix haussière. Plusieurs pays de la région (MNE, Serbie, Albanie notamment) ont par ailleurs pris des mesures spécifiques qui poussent les salaires à la hausse.

Dans un contexte politique interne parfois tendu, comme en Serbie, les politiques de contrôle des prix et des marges apparaissent donc comme des recours plus commodes et immédiats que les réformes structurelles qui augmenteraient la productivité ou faciliteraient les échanges. Mais jusqu'à quand ? Avec les dernières mesures prises en Serbie, 70% du panier servant au calcul de l'inflation couvre désormais des prix réglementés. L'effet dans le temps est en outre limité. En Macédoine du Nord, l'inflation a repris dès que les mesures ont été levées.

Albanie

Le premier ministre Edi Rama dévoile la composition de son nouveau gouvernement.

Le premier ministre albanais Edi Rama a dévoilé la composition de son gouvernement, alors qu'il s'apprête à effectuer son quatrième mandat à la tête de l'exécutif, le parti socialiste albanais dont il est le président ayant remporté en mai dernier les élections parlementaires. Le ministre des Finances, Petrit Malaj (en poste depuis juillet 2024) a conservé son portefeuille, tandis que l'ancien ministre de l'Economie, de la Culture et de l'Innovation, Blendi Gonxhja (en poste depuis janvier 2024), a été nommé un ministère du Tourisme et de la Culture. Il a été remplacé par Delina Ibrahimaj, ministre de l'Entrepreneuriat et du climat des affaires depuis septembre 2023, qui a par ailleurs été ministre de l'Economie et des Finances entre septembre 2021 et septembre 2023. « Diella », le chatbot du site e-Albania, a été désignée « ministre » de l'Intelligence artificielle.

La réforme du secteur de l'eau avance, avec la création d'un Opérateur national

Le [premier ministre Edi Rama](#) a annoncé le lancement de la 2^e phase de la réforme de l'eau, avec la création d'un Opérateur national des eaux chargé de centraliser la gestion des ressources hydriques (mis en service en janvier 2026). Selon la nouvelle organisation, les 61 municipalités du pays détiendront entre 2 et 5 % des parts de l'Opérateur national de l'eau, contre 49 % actuellement, au sein des 15 entreprises régionales existantes. Cette réforme sera poursuivie en 2027 avec la scission en deux entités : une entreprise de distribution et une autre d'approvisionnement. Parmi les nouvelles mesures, le gouvernement prévoit également des sanctions contre le détournement d'eau à des fins lucratives. Cette nouvelle réforme s'inscrit dans un contexte d'endettement important (160 M EUR) des entreprises d'eau lié à des factures d'électricité impayées et des pénuries d'eau potable dans plusieurs villes, notamment en campagne.

Inflation de 2,3 % en août

D'après [l'Institut albanais de statistiques](#), l'inflation s'est élevée à 2,3 % en glissement annuel (g.a.) en août 2025. Elle est portée par l'alimentation et les boissons non-alcoolisées (3,5 %) et la catégorie logement, eau électricité (1,8 %). L'inflation oscillait entre 1,9 et 2 % entre septembre 2024 et février 2025. La Banque d'Albanie anticipe un retour progressif vers sa cible de 3 % courant 2026.

Les salaires progressent de 11,7 % au T2 2025

Le [salaire brut moyen](#) est de 83 906 ALL (861 EUR) au T2 2025, augmentant de 11,7 % par rapport à la même période l'année précédente. La hausse des salaires se poursuit donc en Albanie, où les revenus augmentaient déjà de 9,8 % en moyenne en 2024. Le premier ministre Edi Rama avait déclaré, dans le cadre de la campagne électorale du début d'année, vouloir relever le salaire minimum à 500 EUR à partir de janvier 2026. Il est actuellement à 40 000 ALL, soit environ 400 EUR.

Adoption de réglementations par la Banque d'Albanie, sur les bureaux de change et la mise en œuvre du SEPA

Le [Conseil de Surveillance de la Banque d'Albanie](#) a adopté une série de règlements, et approuvé le rapport de stabilité financière pour le premier semestre 2025. La régulation des bureaux de changes été renforcée, avec notamment le relèvement des exigences en fonds propres et de leur traçabilité, en lien avec les recommandations de MONEYVAL pour la lutte

contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Les frais de transaction ont été considérablement réduits, voire supprimés pour les transactions inférieures à 40 000 ALL (412 EUR). Les frais ont été divisés par 10 pour les opérations allant jusqu'à 10 M ALL (103 000 EUR), et sur toutes les opérations en EUR. Cela devrait générer des économies de 40 M ALL (412 000 EUR) sur les frais pour les individus et les entreprises albanaises. C'est un pas important vers la gratuité des opérations de paiement électroniques de détail, objectif de la Banque d'Albanie depuis qu'elle a rejoint le SEPA en novembre 2024. Afin de se conformer aux exigences du SEPA, la Banque d'Albanie a également aligné les frais et virements en euro avec l'étranger sur les frais appliqués aux opérations domestiques en euro. D'après le communiqué, les normes du SEPA (gratuité des opérations de détail en euro au niveau domestique et sur toute la zone couverte par le SEPA, soit l'essentiel du continent européen) devraient être mises en œuvre en Albanie à partir du 7 octobre 2025. L'économie de frais grâce au SEPA s'élèverait à 20 M EUR dès la première année, d'après le gouverneur de la Banque d'Albanie, Gent Sejko.

Les transferts des non-résidents atteignent 532 M EUR au premier trimestre

D'après les données de la [Banque d'Albanie](#), les transferts des non-résidents reportés dans la balance des paiements se sont élevés à 532 M EUR au S1 2025. Ils ont atteint un niveau record de 281 M EUR au T2 2025. Leur rythme de croissance baisse toutefois, de 14,8 % entre le S1 2023 et le S1 2024 à 4,3 % entre le S1 2024 et le S1 2025.

Bosnie-Herzégovine

Réalisation du programme préparatoire pour l'intégration au Système européen de banques centrales (SEBC)

La Banque centrale de Bosnie-Herzégovine (CBBH) a complété sa participation au [Programme pour les banques centrales des Balkans occidentaux](#), mis en œuvre par la Bundesbank, en collaboration avec les 19 banques centrales nationales de l'UE, la Banque centrale européenne (BCE) et la Commission européenne. Ce programme triennal IPA III, doté de 3 M EUR visait à renforcer les capacités institutionnelles des banques centrales et des agences de surveillance. Aux côtés de la Banque centrale de Bosnie-Herzégovine (CBBH), l'Agence bancaire de la Fédération de Bosnie-Herzégovine et l'Agence bancaire de la République serbe de Bosnie ont également bénéficié du programme. Durant le programme, la CBBH a participé à toutes les activités du projet et aux échanges de connaissances dans des domaines clés de la banque centrale, en mettant

l'accent sur l'amélioration des politiques de gestion, la prévention du blanchiment d'argent, les systèmes de paiement, la stabilité financière, les statistiques, la numérisation et les relations internationales et européennes.

Lancement d'un appel d'offres pour un projet d'amélioration de l'efficacité énergétique de 173 bâtiments publics

Le ministère de l'Aménagement et de la Protection de l'environnement du canton de Tuzla a lancé un [appel d'offres](#) pour améliorer l'efficacité énergétique de 173 bâtiments publics dans le plus large canton de la Fédération. Le projet est financé par un prêt de la BERD de 8 M EUR et une subvention de 2 M EUR de l'UE au titre du programme régional pour l'efficacité énergétique (REEP). Le projet concerne des écoles, centres de santé, bâtiments administratifs et salles de sport, répartis en 5 lots d'environ 20 bâtiments chacun. La date limite de soumission est fixée au 9 novembre.

Kosovo

L'inflation atteint 4,5 % en août

D'après [l'Institut national de Statistiques](#), les prix continuent d'accélérer en août, avec une inflation enregistrée à 4,5 % (IPCH) en glissement annuel. Le rythme d'augmentation des prix ne cesse de croître depuis la fin de l'année dernière, l'inflation avait atteint un point bas de 0,2 % en septembre 2024. En août, l'inflation a été tirée par les prix de l'électricité (+ 17,1 % en g.a.) et des produits alimentaires (+ 9,3 %). Depuis le début de l'année, le taux d'inflation moyen est de 3 %, la Banque du Kosovo n'a pas de cible, mais anticipe une inflation annuelle moyenne de 3,3 % en 2025.

La Banque du Kosovo accueille deux missions d'assistance technique du FMI

La [Banque du Kosovo](#) a accueilli la première mission du projet d'assistance technique du FMI dans les domaines de la modélisation, de la prévision et de l'analyse de scénarios macro-financiers. Cette assistance technique pluriannuelle avait été demandée par les équipes de la Banque du Kosovo lors des Assemblée de printemps. Plus tôt dans la semaine, la Banque du Kosovo a reçu une autre équipe du FMI, chargée de l'assistance technique visant à renforcer le cadre de supervision macro-prudentielle.

Macédoine du Nord

Emission de bons du Trésor (45,6 M EUR)

La Banque de Macédoine du Nord a émis, pour le compte du Trésor, des [bons du Trésor](#) d'un an, pour un montant de 2,8 Md MKD (45,6 M EUR). La souscription a été complète (banques à 26,3 %), pour un coupon de 3,25 %.

Accélération de la croissance à 3,4 % au T2 2025

Selon les premières estimations de [l'Institut national de statistiques](#), la croissance s'est élevée à 3,4 % en g.a. au T2 2025 (3,2 % en données CVS-CJO). C'est le plus haut niveau de croissance enregistré depuis le T2 2022 (4 % en g.a.), cela confirme la bonne orientation de l'économie macédonienne depuis quelques trimestres (croissance moyenne de 3 % depuis le T2 2024). Au T2 2025, la croissance a notamment été portée par les secteurs de la construction, des services marchands et du bloc industrie/énergie/eau qui ont enregistré une croissance réelle de leur activité de respectivement 7,3 %, 6 % et 4 %. La consommation des ménages est dynamique (croissance réelle de 3 %), contribuant, vu son poids dans l'économie, à environ 1,8 point de PIB. L'investissement suit aussi sur une trajectoire positive (+ 6,1 %) – il avait enregistré une très forte croissance au T1 2025 (+ 18 %), vraisemblablement en raison d'importants effets de base et de stocks. Les exportations ont bien augmenté (+ 9,1 %), davantage que les importations (+ 8 %), mais ne suffisent pas à les couvrir (2,6 Md EUR contre 3,1 Md EUR).

Inflation de 4,4 % en août

D'après [l'Institut macédonien de statistiques](#), l'inflation s'est élevée à 4,4 % en glissement annuel (g.a.) en août 2025. Elle est portée par l'alimentation et les boissons non-alcoolisées (6,2 %) et les loisirs (5,8 %). Le ministère des Finances anticipe une inflation moyenne de 2,8 % sur l'année ; elle a été de 3,8 % en moyenne au premier semestre.

Monténégro

Maintien de la notation souveraine de S&P à « B+ », « stable »

L'agence de notation [Standard and Poor's](#) (S&P) a annoncé le 1er septembre le maintien de la notation souveraine du Monténégro à « B+ », avec une perspective stable. Une décision motivée par la faiblesse de l'exécution budgétaire, une croissance économique modeste et une position financière extérieure toujours déséquilibrée. Cependant, l'ouverture réussie du groupe « Fondamentaux » confirme clairement les progrès réalisés dans l'alignement sur l'acquis de l'UE et garantit la continuité dans la mise en œuvre des réformes clés.

Ouverture d'un appel d'offres pour l'achat de trois trains par l'opérateur ferroviaire ZPCG

L'opérateur ferroviaire public ZPCG a lancé un [appel d'offres](#) pour l'achat de trois rames automotrices électriques (EMU), qui sera financé par un prêt souverain de 30 M EUR de la BERD. La date limite de soumission est fixée au 31 octobre. Le projet devrait permettre une réduction de 53 % des émissions de CO₂ liées à la circulation des trains entre 2026 et 2037.

Ouverture d'un appel d'offres pour deux transformateurs par le gestionnaire du réseau électrique CGES

Le gestionnaire du réseau électrique monténégrin CGES a lancé un [appel d'offres](#) pour deux transformateurs 400/110 kV visant à moderniser la sous-station de Brezna dans le cadre d'un projet soutenu par un prêt de 28 M EUR de la BERD, et le Monténégro a sollicité une subvention de 7 M EUR via le CIBO. L'objectif est faire passer la sous-station de Brezna de 110/35 kV à 400/110/35 kV et de la connecter à la future ligne Lastva–Pljevlja. La date limite de soumission des offres est le 2 octobre.

Serbie

NextSilicon inaugure un centre de R&D à Belgrade

L'entreprise israélienne spécialisée en fabrication de puces, NextSilicon, a ouvert un [nouveau centre de R&D](#) de 1 200 m² à Belgrade. Cette opération s'inscrit dans la stratégie de croissance de NextSilicon, qui a lancé sa nouvelle puce Macerick-2 en octobre dernier. Son centre de recherche belgradois compte 70 ingénieurs et développeurs, un effectif qui devrait s'étoffer dans les prochains mois, avec le recrutement prévu de 50 ingénieurs d'ici à fin 2026.

Le salaire minimum sera revalorisé à 551 EUR en 2026

Le gouvernement a décidé de [revaloriser le salaire minimum](#) à 371 RSD par heure travaillée (3,16 EUR), soit 64 554 RSD par mois (551 EUR) à partir du 1^{er} janvier 2026. C'est une hausse de 10,1 % par rapport au salaire minimum entrant en vigueur à partir du 1^{er} octobre (500 EUR), fruit d'une décision extraordinaire du gouvernement faisant partie du plan de soutien aux ménages annoncé à la rentrée. Le salaire minimum en vigueur en 2025 était de 450 EUR, déjà fortement revalorisé par rapport à son niveau de 2024 (environ 400 EUR). Le montant de 551 EUR mensuels avait fait l'objet de contrepropositions des syndicats de travailleurs (600 EUR) et du patronat (500 EUR), dont les représentants se sont réunis cette semaine avec le gouvernement dans le cadre du Conseil Economique et Social (CES). Le ministre des Finances, Sinisa Mali, avait annoncé fin août vouloir porter le salaire minimum à 650 EUR d'ici 2027.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional des Balkans occidentaux

Rédaction : Pierre GRANDJOUAN, Davina EL-BAZE, Jean-Hippolyte FEILDEL, Branka MARKOVIC, Alexandre MARTINEZ, Fabrice PAYA, Leopold LUCQUET

[Abonnez-vous](#)